

Au premier plan : ce que nous pouvons faire pour vaincre le sida au Canada et dans le monde

Un message d'organismes canadiens de premier ordre

Société canadienne du sida
Réseau juridique canadien VIH/sida

Association canadienne de recherche sur le VIH
Réseau canadien d'info-traitements sida

Conseil canadien de surveillance et d'accès aux traitements
Coalition interagence sida et développement

Depuis près de trois décennies, le VIH/sida cause de terribles souffrances humaines et un lourd fardeau économique. De grands progrès ont été accomplis aux chapitres de la prévention ainsi que du traitement du VIH, notamment ces récentes années l'augmentation considérable du nombre de personnes dans le monde qui reçoivent à présent des médicaments salvateurs, contre le VIH/sida. Mais de sérieux défis subsistent. Pour le Canada et le monde entier, l'année 2010 en est une d'occasions que le Parlement et le Gouvernement peuvent et devraient saisir, en travaillant en collaboration avec les organismes communautaires, pour faire de réels progrès en termes de vies sauvées et d'amélioration de la santé de la nation et de l'humanité.

En 2005, le gouvernement canadien a rendu public *Au premier plan*, qui « ébauche la réponse du Canada au VIH/sida jusqu'en 2010 ». Développé en intégrant les commentaires de centaines d'individus et d'organismes, ce document de consensus a mis en relief un ensemble ambitieux d'initiatives pour nous permettre de progresser vers une victoire contre l'épidémie. Or, en dépit d'importants progrès sur quelques fronts, une large part de ce qui a été présenté comme devant être le plan d'action canadien contre le sida a été bloqué ou n'a tout simplement jamais été mis en œuvre; par conséquent, les actions demeurent aussi pertinentes et nécessaires en 2010 qu'au moment où le plan a été publié. Le prochain discours du Trône et le budget du Gouvernement offrent une occasion de mettre la volonté politique et les ressources qu'il faut pour insuffler vie à ce plan d'action pour la santé.

Cette année est également la date butoir pour réaliser le but mondial de l'« accès universel » aux mesures pour la prévention du VIH et pour les soins aux personnes séropositives – un but qui fut initialement adopté par les pays du G8 lors de leur sommet de 2005, puis endossé par tous les États membres des Nations Unies. À titre d'hôte des sommets du G8 et du G20, cette année, le Canada veillera-t-il à placer à l'agenda la crise mondiale du sida? Et que fera le Canada pour faire de la promesse d'accès universel une réalité? Que 2010 soit l'année où le Canada prendra des engagements significatifs pour soutenir les pays en développement qui portent le plus lourd fardeau de la crise mondiale du sida. Sans ces engagements de la part des pays du G8 et d'autres pays nantis, les chances d'atteindre d'ici 2015 les Objectifs du Millénaire pour le développement, adoptés au début de ce siècle par le Canada et tous les États membres des Nations Unies, sont à peu près nulles – et les promesses d'« accès universel » sont des mots creux. Le Sommet du G8 et la conférence prochaine des pays donateurs pour la reconstitution financière du Fonds mondial sont des occasions pour le Canada de faire preuve de leadership en énonçant des engagements clairs et fermes.

Par un ensemble de ressources investies de manière judicieuse et de politiques bien orientées, le Canada peut faire des progrès considérables dans la lutte au VIH/sida, ici et à l'étranger. À titre d'organismes nationaux impliqués dans la riposte au VIH/sida, nous nous unissons pour exhorter le Gouvernement et tous les parlementaires à poser les gestes suivants, en matière de prévention et de traitement du VIH/sida.

Riposte au VIH/sida au Canada

- **Retourner à l'Initiative fédérales de lutte contre le VIH/sida le financement qui en a été retiré ou redirigé, ces récentes années**, et s'engager à financer la stratégie nationale canadienne sur le sida à au moins 85 millions \$ par année, comme l'a recommandé à l'unanimité, il y a plus de six ans, le Comité permanent de la Santé de la Chambre des communes.
- Ouvrir la voie en **créant un programme national pour les médicaments au coût exorbitant dans le cadre d'un régime national d'assurance médicaments**, comme recommandé dans le rapport de la Commission sur l'avenir des soins de santé au Canada.
- Développer des **normes nationales pour le traitement du VIH** de manière à assurer une plus grande cohésion dans ces soins, à l'échelle du pays.
- Soutenir l'expansion d'une gamme complète de **services de santé et de prévention du VIH fondés sur les preuves, et adaptés aux besoins des communautés particulières** qui sont affectées de manière disproportionnée par le VIH/sida, au Canada.

Riposte au VIH/sida dans le monde

- **Régler des lacunes du Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM)** en adoptant le Projet de loi C-393, lorsque les travaux parlementaires reprendront, de manière à ce que des médicaments génériques à prix plus bas puissent être vendus à des pays en développement.
- Prendre engagement à financer de manière plus importante et soutenue le **Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme**, tel que recommandé récemment par le Comité permanent des finances de la Chambre des communes.
- Établir un échéancier ferme pour atteindre le but longtemps promis d'allouer **0,7 % de notre revenu national brut (RNI) à l'aide officielle au développement**.
- **Renouveler les investissements en recherche et développement de vaccins et microbicides**, qui aideraient à réduire radicalement le nombre de nouveaux cas d'infection par le VIH à l'échelle mondiale, et fourniraient des possibilités additionnelles aux femmes, en particulier, pour se protéger contre l'infection.

Le Canada est riche en chercheurs de calibre mondial, en organismes communautaires d'un grand dévouement, et en ressources suffisantes pour faire une différence dans la lutte contre l'une des pires menaces à la santé publique de l'histoire de l'humanité. En travaillant ensemble, guidés par les faits et preuves, et par un engagement à l'égard des droits de la personne, nous pouvons protéger et promouvoir la santé et le bien-être de tous les Canadiens et Canadiennes ainsi que de nos frères et sœurs aux quatre coins de la planète. Nous demandons au Gouvernement et au Parlement de se joindre à nous pour relever ce défi.